



DÉCLARATION DU CANADA À LA 109^e SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'OIAC

POINT N^o 5 À L'ORDRE DU JOUR - DÉBAT GÉNÉRAL

PRONONCÉ PAR SON EXCELLENCE MONSIEUR HUGH ADSETT, AMBASSADEUR DU CANADA AUX PAYS-BAS ET REPRÉSENTANT PERMANENT DU CANADA AUPRÈS DE L'ORGANISATION POUR L'INTERDICTION DES ARMES CHIMIQUES (OIAC)

Excellences et distingués collègues,

Alors qu'une grande partie du monde est en proie à de multiples conflits, nous ne devons pas perdre de vue le travail de l'OIAC et les questions essentielles abordées dans le cadre de ce forum.

Dans ce contexte, nous devons nous pencher sur la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, que le Canada condamne une nouvelle fois sans équivoque. Les forces russes, dans le cadre de leur guerre d'agression illégale et injustifiable, ont utilisé des agents antiémeutes et de la chloropicrine contre l'Ukraine. La semaine dernière, les services de renseignement allemands et néerlandais ont rendu publiques leurs conclusions concernant les auteurs de ces attentats. L'utilisation du CS comme arme a été confirmée dans trois rapports du Secrétariat technique. Le moment est venu pour le Secrétariat technique d'aller au-delà de la confirmation que des produits chimiques sont utilisés comme armes et de commencer à identifier les auteurs, conformément au mandat confié au Directeur général aux paragraphes 19 et 20 de la décision C-SS-4/DEC.3. À cette fin, nous appuyons la demande de l'Ukraine visant à ce qu'une mission de l'OIAC soit établie pour identifier les auteurs de ces attaques.

La nouvelle situation en Syrie représente une importante occasion d'obtenir des résultats tangibles après avoir mis fin à l'impasse qui persiste depuis plus d'une décennie. Le Canada salue le travail accompli par les autorités de transition syriennes, le gouvernement du Qatar, que nous remercions de représenter les intérêts de la Syrie ici à La Haye, et le Secrétariat technique en vue de sécuriser et de détruire les armes chimiques non déclarées du régime Assad.

Nous constatons que le Secrétariat technique a publié trois notes distinctes qui présentent en forme narrative ses besoins relativement à des missions de destruction d'armes chimiques en Syrie. Les États parties attendent toujours une proposition de projet détaillée et entièrement chiffrée. Nous sommes convaincus qu'une telle mesure contribuera à débloquer les contributions volontaires des États parties pour permettre à l'OIAC d'identifier, de comptabiliser et de détruire, de manière complète, efficace et vérifiable, les armes chimiques restantes de l'ère Assad et toute infrastructure connexe.

Nous suivons également de près les renseignements selon lesquels les forces armées soudanaises auraient utilisé des armes chimiques contre les forces de soutien rapide. Ces rapports ont suffi à déclencher des sanctions contre le Soudan de la part du gouvernement des États-Unis, tandis que quatre États parties se sont servis de l'article IX de la convention pour demander d'éclaircissements du Soudan. Monsieur le Président, le Canada a noté les éclaircissements de la République du Soudan en réponse à ces questions, et demande que le Secrétariat technique continue à surveiller la situation au Soudan et prenne toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que toutes les parties restent en conformité avec la Convention.



Cette semaine, nous avons eu l'occasion d'entendre les onze candidats au poste de directeur général. La tâche du Conseil exécutif au cours des prochains mois est d'examiner attentivement ces candidats, ainsi que leurs forces et mérites respectifs, au regard des besoins de l'Organisation dans les années à venir, et d'identifier un candidat – parmi de nombreuses options solides – qui saura diriger au mieux l'OIAC au cours des quatre prochaines années. Une personne capable de diriger de manière inclusive, en donnant la priorité à l'égalité des genres et à la diversité, dans l'intérêt de notre travail collectif. Nous sommes convaincus que les membres du Conseil tiendront compte non seulement de leurs intérêts nationaux, mais aussi des besoins plus larges de la Convention pour sélectionner un candidat.

Monsieur le Président,

En tant que président en exercice du G7, le Canada joue un rôle dans la mise à disposition de ressources pour lutter contre l'utilisation d'armes chimiques. Par l'intermédiaire du Partenariat mondial et de son Groupe de travail sur la sécurité chimique, nous travaillons en étroite collaboration avec l'OIAC afin de coordonner et de mettre à profit les travaux des membres du Partenariat mondial pour affronter les menaces et les défis. La principale contribution du Canada au Partenariat mondial, le Programme de réduction de la menace liée aux armes, a déjà apporté des fonds importants à l'OIAC. Nous encourageons tous les États parties à collaborer avec l'OIAC pour faire face collectivement à ces menaces et à ces défis.

Monsieur le Président, un programme chargé nous attend. Vous pouvez compter sur le soutien continu du Canada tandis que nous travaillons ensemble à renforcer l'OIAC.

Merci.